



**PRÉFET  
DU NORD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture du Nord**

Secrétariat général  
Direction de la coordination des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales

Réf : DCPI-BPE/DR

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société CHEVALIER  
de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 13 août 2007  
et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 pour son établissement de LESQUIN**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 août 2007 accordant à la société CHEVALIER, dont le siège social est situé centre de commerce de gros, rue des Famards, 59810 LESQUIN, l'autorisation d'exploiter un entrepôt couvert situé à la même adresse ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 juin 2014 imposant à la société CHEVALIER des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son entrepôt ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 avril 2024 portant délégation de signature à monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 23 novembre 2023 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts de France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 24 novembre 2024 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet susvisé ;

Vu le dernier alinéa de l'article L.171-8, informant par courrier du 4 juillet 2024 l'exploitant de la mesure de publication envisagée pour le présent acte, à savoir entre 2 mois et 5 ans sur le site internet des services de l'État dans le département ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite du 6 juillet 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'étude visant à déterminer les distances correspondantes à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m<sup>2</sup> n'a pas été réalisée ;
2. ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
3. lors de la visite du 6 juillet 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'une rétention des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie d'un volume de 760 m<sup>3</sup> ;
4. ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 7.7.7.1. de l'arrêté préfectoral du 13 août 2007 accordant à la société CHEVALIER l'autorisation d'exploiter un entrepôt couvert situé centre de commerce de gros rue des Famards 59810 LESQUIN ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> – Objet

La société CHEVALIER, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social situé centre de commerce de gros, rue des Famards 59810 LESQUIN est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour le site qu'elle exploite à la même adresse :

- dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté : arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, annexe VIII relatif à la prévention des effets thermiques sur les tiers, en fournissant l'étude de modélisation Flumilog ;
- dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté : arrêté préfectoral du 13 août 2007 accordant à la société CHEVALIER l'autorisation d'exploiter un entrepôt couvert situé centre de commerce de gros, rue des Famards 59810 LESQUIN, article 7.7.7.1 relatif au bassin de confinement, en fournissant sous 3 mois les justificatifs des écoulements

et du calcul du volume du bassin de confinement, et en réalisant sous 6 mois des travaux permettant de disposer du volume du bassin si nécessaire ;

## Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## Article 4 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de LESQUIN ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de LESQUIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;

- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2024>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le 15 JUIL. 2024

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

